

Brésil : « Face au risque Bolsonaro, la vigilance des observateurs internationaux sera cruciale »

4 hours ago

Tribune

Après la victoire du leader d'extrême droite, les sociétés civiles européennes vont devoir se mobiliser contre l'isolement des démocrates brésiliens, estiment les historiens Antoine Acker et Silvia Capanema dans une tribune au « Monde ».

Par **Antoine Acker** Historien, **Silvia Capanema** Historienne

Temps de lecture : 5 min



« La vague de fond qui a porté l'extrême droite au pouvoir apparaît comme le résultat d'une conjonction inédite entre ultralibéralisme, fondamentalisme religieux et démagisme » (Partisans du Parti des travailleurs (PT) après la défaite de leur candidat Fernando Haddad, le 28 octobre à Rio). DANIEL RAMALHO / AFP

Tribune. Voter un livre à la main pour rejeter l'obscurantisme : le dernier geste symbolique des opposants à Jair Bolsonaro n'aura pas suffi à faire basculer le scrutin. Après avoir frôlé l'élection au premier tour, ce dernier s'est imposé, dimanche 28 octobre, avec 55,1 % des voix contre 44,9 % pour son adversaire du Parti des travailleurs (PT), Fernando Haddad.

Son élection survient au terme d'une campagne marquée par la diffusion à grande échelle de *fake news* sur les réseaux sociaux et par l'exacerbation de la violence physique et verbale. Dans la soirée, des militaires ont célébré la victoire dans les rues de Niteroi, ville située en face de Rio de Janeiro, à l'entrée de la baie de Guanabara, ressuscitant des images que l'on croyait appartenir définitivement

au passé.

Une conjonction inédite

Comment expliquer la fulgurante ascension de Jair Bolsonaro qui, il y a quelques mois à peine, faisait figure d'outsider dans le jeu politique brésilien ?

Sur le temps court, la vague de fond qui a porté l'extrême droite au pouvoir apparaît comme le résultat d'une conjonction inédite entre ultralibéralisme, fondamentalisme religieux et démagisme. Elle signe le rejet du PT, dans lequel les grands groupes médiatiques brésiliens ont joué leur rôle, mais aussi l'échec de la droite traditionnelle, dont le candidat, Geraldo Alckmin, a fait moins de 5 % au premier tour de l'élection, sur fond de crise économique, de déstabilisation institutionnelle et de scandales de corruption.

Sur le temps long, ce scrutin met à jour les fractures historiques de la société brésilienne, à commencer par la mémoire non soldée du régime militaire (1964-1985).

Bolsonaro est un nostalgique de la dictature, dont il reprend les slogans et célèbre les pires tortionnaires. Que cela n'ait pas suffi à bâtir un front républicain contre lui, voilà qui en dit long sur les fragilités de la démocratie brésilienne.

La Constitution de 1988 et les trente ans de la « Nouvelle République » n'ont pas réussi à balayer toute volonté de revanche de ceux qui voient la dictature comme un âge d'or, la gauche comme un mal à endiguer et la pluralité – politique, ethnique, culturelle – comme le fléau de l'identité nationale. Les actes de violence qui ont ponctué la campagne et la soirée électorale jettent une lumière crue sur le décalage entre l'image internationale d'un

Brésil métissé et ouvert, et les réalités d'une société marquée par la prégnance du racisme et l'ampleur d'une fracture sociale béante.

Le mythe d'une « dictature douce »

Durant la campagne, on a vu un Bolsonaro haineux devant des foules chauffées à blanc, jurant d'envoyer ses opposants en prison et d'éventrer les terres indigènes protégées par la Constitution. Dans ses premières déclarations de victoire, ponctuées par la prière du célèbre pasteur évangélique Magno Malta, il s'engage désormais à pacifier le pays, chérir la liberté et retrouver le respect des nations occidentales.

Qu'attendre de cette figure instable qui prétend pouvoir gouverner une bible à la main et la Constitution dans l'autre ?

Depuis le XIX^e siècle, les classes dirigeantes brésiliennes sont passées maîtres dans l'art de gouverner *para inglês ver* (« pour les yeux des Anglais »), prenant soin de masquer toute politique autoritaire derrière un engagement de façade pour les conventions internationales. Même la dictature militaire parvint à donner l'illusion d'un rituel démocratique en tolérant un parti d'opposition et un processus électoral contrôlés, malgré un régime de censure et de persécution des opposants qui pratiquait la torture.

En comparaison avec les massacres et les enlèvements de masse commis par leurs homologues chiliens ou argentins, les militaires brésiliens réussirent à séduire une grande partie des médias, acteurs politiques et hommes d'affaires occidentaux. Ces derniers adhèrent au mythe d'une « dictature douce », fascinés par des taux de croissance exceptionnels et des grands travaux de modernisation délirants donnant l'image d'un pays en plein essor.

Mais ce château de sable, construit sur une stratégie d'endettement sans fin, de redistribution massive de la richesse du travail vers le capital et d'exploitation irresponsable des ressources naturelles, s'est effondré à la fin des années 1970, plongeant le Brésil dans une spirale inflationniste qui a duré plus de quinze ans.

Sympathie des milieux économiques nord-américains

Cette histoire, dès demain, peut se répéter : certes, le Parti social libéral (PSL) de Bolsonaro a construit sa campagne sur une pratique industrielle du mensonge – des actes de fraude électorale massive révélés en fin de campagne par le quotidien *Folha de São Paulo* – et une stratégie d'intimidation permanente de l'opposant.

Bolsonaro a également bénéficié d'un affaiblissement inédit des institutions démocratiques, entraînant l'emprisonnement du candidat Luiz Inacio « Lula » da Silva, archi-favori des sondages, sur des bases juridiques hautement contestables.

Mais la nette victoire du candidat d'extrême droite dans les urnes lui offre une occasion extraordinaire d'appliquer ses promesses de répression politique dans un climat de légitimation internationale et probablement sous le patronage de Donald Trump, qui s'est précipité pour être le premier à féliciter son nouvel homologue brésilien.

Face à ce risque, la vigilance des observateurs internationaux sera cruciale, alors que son programme de privatisations massives et de suppression de la progressivité de l'impôt attire déjà à Bolsonaro la sympathie des milieux économiques nord-américains, matérialisée par le soutien public du *Wall Street Journal*. Dans un climat

international peu favorable à la défense des droits humains, ce sera aux sociétés civiles européennes de se mobiliser pour lutter contre l'isolement des démocrates au Brésil.

L'expérience des années 1970

Durant la guerre froide, il fallut d'abord assister au bain de sang du coup d'Etat chilien de 1973 pour que la communauté internationale s'alarme de l'expansion des dictatures militaires latino-américaines. Face au discours d'extermination de l'opposant déjà déployé par Bolsonaro et aux centaines d'agressions physiques perpétrées en son nom durant la campagne, nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre une décennie pour réagir.

L'expérience des comités de solidarité internationale des années 1970, qui surent lever des fonds, organiser des campagnes, mobiliser l'espace médiatique et créer des plates-formes d'expression pour les démocrates latino-américains, doit plus que jamais nous inspirer. Elle contribua, à son échelle, à l'émergence et au succès de nouvelles formes de résistance dans le contexte périlleux de la dictature militaire brésilienne : des réseaux d'assistance sociale de la « théologie de la libération » aux syndicalismes autonomes du grand São Paulo, du social-environnementalisme amazonien de Chico Mendes aux premières coordinations indigènes.

Beaucoup de prêtres ruraux, de caciques amérindiens ou de leaders paysans dont la tête était mise à prix ont survécu grâce à cette solidarité internationale. C'est notre devoir que d'être à la hauteur de ces initiatives passées.

Antoine Acker est maître-assistant à l'Université de Zurich

(Suisse). **Silvia Capanema** est enseignante-chercheuse à l'Université Paris-XIII.